

Ehoud Olmert : «Je négocie avec la Syrie pour la paix»

Propos recueillis à Jérusalem par Patrick Saint-Paul
18/06/2008 | Mise à jour : 20:00 |



« La Syrie doit cesser d'être un centre pour la terreur et d'abriter les quartiers généraux du Hamas et du Djihad islamique », déclare Ehoud Olmert. Crédits photo : Hornshtein/Yediot/Israel Sun/REA

INTERVIEW - Dans un entretien au «Figaro», le premier ministre israélien se dit prêt à rencontrer à Paris en juillet le président syrien, Bachar el-Assad, et croit encore à un accord avec les Palestiniens avant la fin de l'année.

LE FIGARO. Le président Nicolas Sarkozy est attendu dimanche à Jérusalem. Le considérez-vous comme un ami d'Israël ?

Ehoud OLMERT. Le président Sarkozy a dit qu'Israël est le miracle du XXe siècle. C'est quelque chose que nous n'oublierons pas et ses paroles resteront dans le cœur de beaucoup de Juifs et d'Israéliens. La relation avec la France est meilleure qu'elle ne l'a été au cours des années passées. Il existe un fort potentiel pour des relations encore meilleures, fondées sur mon amitié avec M. Sarkozy et notre proximité de vues.

L'initiative de Sarkozy d'une Union pour la Méditerranée est-elle utile, selon vous ?

Je soutiens sa vision. Tous les mécanismes qui peuvent rassembler des pays qui normalement ne coopèrent pas sont un pas dans la bonne direction. Cela sera-t-il suffisant ? Cela va-t-il provoquer un changement dramatique ? Je n'en sais rien. Mais je préfère explorer des pistes utiles plutôt que de rester les bras croisés à ne rien faire.

Une première rencontre directe entre vous et le président syrien, Bachar el-Assad, aura-t-elle lieu le 13 juillet, en marge du sommet de

L'Union pour la Méditerranée ?

J'ai promis au président Sarkozy de me rendre au sommet. Mais je n'en suis pas l'organisateur, juste l'un des invités. Pour le reste, c'est à lui qu'il faut poser la question car il sait mieux que moi ce qui va se passer à Paris. Lorsque nous nous serons entendus avec la Syrie sur l'agenda précis et sur les points que nous allons discuter, alors il sera temps de lancer les contacts directs. Nous n'en sommes pas éloignés. Si les deux parties sont sérieuses, nous devrions bientôt nous asseoir à une table pour discuter.

Êtes-vous choqué par l'invitation faite à Bachar el-Assad d'assister aux cérémonies du 14 Juillet ?

Je négocie actuellement avec la Syrie pour tenter de parvenir à la paix. Si la France insiste sur les mêmes principes que nous défendons les droits de l'homme, la démocratie, la fin du sabotage au Liban, la fin du soutien au terrorisme, la sortie de l'axe du mal dirigé par l'Iran alors nous sommes sur la même longueur d'ondes et nous avançons dans la même direction. Je crois que c'est l'objectif du président Sarkozy.

Pensez-vous pouvoir conclure un accord avec Bachar el-Assad ?

Le fait que la Syrie se soit positionnée au sein de l'axe du mal, qu'elle ait saboté le processus politique au Liban, soutenu le Hamas et facilité la terreur contre les Américains en Irak ne peut évoluer que vers une confrontation violente ou un processus politique. S'il existe une chance de parvenir à un accord politique, nous devons la saisir. Nous connaissons les attentes des Syriens. Et je crois que Bachar el-Assad sait ce que nous attendons de notre côté. Nous sommes sérieux. C'est pourquoi je ne veux pas poursuivre indéfiniment les négociations indirectes. Pour qu'elles soient sérieuses et concluantes, il faut passer aux contacts directs.

Peu importe si, pour l'instant, les Syriens disent qu'ils ne se sépareront pas de l'Iran. S'ils font la paix avec Israël, cela modifiera la réalité dans la région. La Syrie doit cesser d'être un centre pour la terreur et d'abriter les quartiers généraux du Hamas et du Djihad islamique. S'il y a une ambassade israélienne à Damas, les choses changeront. Cela fera aussi une différence pour le Liban. Si on négocie avec la Syrie, pourquoi pas avec le premier ministre libanais, Fouad Siniora ?

Comment espérez-vous convaincre une majorité d'Israéliens, de restituer le plateau du Golan ?

S'il y a un accord, il sera soumis à l'approbation des Israéliens. Ils devront alors choisir ce qu'ils veulent, par l'intermédiaire de leurs représentants à la Knesset ou à travers des élections législatives. J'ai confiance : si l'accord convient au gouvernement, la plupart des Israéliens l'approuveront également. Nous ne pouvons pas attendre tous les étés de savoir si nous ou la Syrie allons commettre une erreur d'appréciation aboutissant à une confrontation. Nous voulons la paix et la sécurité.

Israël peut-il vivre avec un Iran nucléaire ?

Non. Le problème n'est pas de savoir si les Iraniens utiliseront le nucléaire le jour où ils en auront la capacité. De par la nature du régime et la façon dont son président affirme ouvertement sa vision de l'avenir d'Israël, et du monde occidental en général, nous ne pouvons pas vivre sous la menace qu'ils puissent l'utiliser un jour. Toutes les tentatives des Iraniens d'expliquer pourquoi ils

enrichissent de l'uranium échappent à la logique de la plupart des pays du monde. Pourquoi avez-vous besoin d'enrichir de l'uranium si vous ne possédez pas les installations qui permettent d'utiliser cet uranium enrichi à des fins civiles ?

Si les sanctions contre l'Iran sont inefficaces, Israël agira-t-il seul pour éloigner la menace ?

Les sanctions aident mais sont insuffisantes. D'autres mesures, qui n'ont pas encore été appliquées, peuvent être encore plus efficaces. Par exemple, si demain aucun homme d'affaires iranien ne pouvait entrer au sein de l'Union européenne, ni aux États-Unis, ni au Japon, ni en Chine, ni en Russie, parce que leur pays joue un rôle déstabilisateur dans le monde, cela aurait un impact immense. C'est aux États-Unis, à l'Europe, à la Chine et à la Russie, qui en ont la capacité dans un effort concerté, d'empêcher les Iraniens de progresser dans leur programme.

Israël possède-t-il la capacité militaire d'écarter la menace iranienne à lui seul ?

Chacun connaît les capacités d'Israël. Israël doit toujours être en position de se défendre seul contre tout adversaire ou toute menace.

En poursuivant la colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, ne craignez-vous pas de compromettre les chances de parvenir à un accord avec les Palestiniens avant la fin de l'année ?

À Annapolis, nous avons décidé de parvenir à un accord en dépit des obstacles. Lorsque nous y serons parvenus, les frontières auront été fixées et tout ce qui est situé du côté des Palestiniens leur appartiendra, même si cela a été construit par Israël. En même temps, la terreur devra cesser totalement, sinon il n'y aura pas d'application de cet accord. Le texte doit définir dans des termes très précis les contours des deux États en apportant des réponses à tous les problèmes : frontières, réfugiés, sécurité et Jérusalem. Nous avons dit que nous espérons un consensus sur ces questions avant la fin 2008. Mais ce n'est pas une obligation. Nous avons promis d'essayer. Et je pense que c'est encore possible.

La barrière de séparation est-elle la frontière qu'Israël vise, comme le prétendent les Palestiniens ? Jérusalem-Est et Hébron feront-ils partie du futur État palestinien ?

Cela fait partie des négociations avec les Palestiniens. Ce sont des questions très sensibles, au cœur de nos discussions. Je peux simplement vous dire que le fossé nous séparant des Palestiniens sur ces questions peut être comblé. J'y crois fermement.

Votre mise en cause dans une affaire de malversations a provoqué d'importants remous au sein de votre coalition. Pensez-vous pouvoir aller au terme de votre mandat en 2010 ?

Les miracles sont des réalités au Proche-Orient. J'ai observé de près mes prédécesseurs. Tous se sont retrouvés à un moment donné dans la même situation. Tous ont été soumis à des investigations, tous ont été accusés, salis et persécutés dans une atmosphère intolérable. Tous y ont survécu. Je n'ai aucune intention de me retirer. Les Israéliens veulent davantage de stabilité politique. Ils sont fatigués d'aller aux élections tous les deux ou trois ans.



LE FIGARO · *fr*